

# Sortir de la crise du capitalisme ou du capitalisme en crise?

**L**e principe de l'accumulation sans fin qui définit le capitalisme est synonyme de croissance exponentielle, et celle-ci, comme le cancer, conduit à la mort. L'accumulation, synonyme également de paupérisation, dessine le cadre objectif des luttes contre le capitalisme. Mais celle-ci s'exprime principalement par le contraste grandissant entre l'opulence des sociétés du centre, bénéficiaires de la rente impérialiste, et la misère de celles des périphéries dominées. Ce conflit devient de ce fait l'axe central de l'alternative «socialisme ou barbarie».

## **Le capitalisme, une parenthèse dans l'histoire**

Le capitalisme historique "réellement existant" est associé à des formes successives d'accumulation par dépossession, non pas seulement à l'origine («l'accumulation primitive») mais à toutes les étapes de son déploiement. Une fois constitué, ce capitalisme «atlantique» est parti à la conquête du monde et l'a refaçonné sur la base de la permanence de la dépossession des régions conquises, devenant de ce fait les périphéries dominées du système.

Cette mondialisation «victorieuse» a prouvé être incapable de s'imposer d'une manière durable. Un demi siècle à peine après son triomphe, qui pouvait déjà paraître inaugurer la «fin de l'histoire», elle était déjà remise en cause par la révolution de la semi-périphérie russe et les luttes (victorieuses) de libération de l'Asie et de l'Afrique qui ont fait l'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle – la première vague de luttes pour l'émancipation des travailleurs et des peuples.

L'accumulation par dépossession se poursuit sous nos yeux dans le capitalisme tardif des oligopoles contemporains. Dans les centres la rente de monopole dont bénéficient les ploutocraties oligopolistiques est synonyme de dépossession de l'ensemble de la base productive de la société. Dans les périphéries cette dépossession paupérisante se manifeste par l'expropriation des paysanneries et par le pillage des ressources naturelles des régions concernées. L'une et l'autre de ces

pratiques constituent les piliers essentiels des stratégies d'expansion du capitalisme tardif des oligopoles.

Dans cet esprit, je place la «nouvelle question agraire» au cœur du défi pour le XXI<sup>ème</sup> siècle. La dépossession des paysanneries (d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine) constitue la forme majeure contemporaine de la tendance à la paupérisation (au sens que Marx donne à cette «loi») associée à l'accumulation. Sa mise en œuvre est indissociable des stratégies de captation de la rente impérialiste par les oligopoles, avec ou sans agrocarburants. J'en déduis que le développement des luttes sur ce terrain, les réponses qui seront données à travers elles à l'avenir des sociétés paysannes du Sud (presque la moitié de l'humanité) commanderont largement la capacité ou non des travailleurs et des peuples à produire des avancées sur la route de la construction d'une civilisation authentique, libérée de la domination du capital, pour laquelle je ne vois pas d'autre nom que celui du socialisme.

Le pillage des ressources naturelles du Sud qu'exige la poursuite du modèle de consommation gaspilleuse au bénéfice exclusif des sociétés opulentes du Nord annihile toute perspective de développement digne de ce nom pour les peuples concernés et constitue de ce fait l'autre face de la paupérisation à l'échelle mondiale. Dans cet esprit la «crise de l'énergie» n'est pas le produit de la raréfaction de certaines des ressources nécessaires à sa production (le pétrole bien entendu), ni davantage le produit des effets destructeurs des formes énergétivores de production et de consommation en vigueur. Cette description – correcte – ne va pas au-delà des évidences banales et immédiates. Cette crise est le produit de la volonté des oligopoles de l'impérialisme collectif de s'assurer le monopole de l'accès aux ressources naturelles de la planète, que celles-ci soient rares ou pas, de manière à s'approprier la rente impérialiste, quand bien même l'utilisation de ces ressources demeurerait ce qu'elle est (gaspilleuse, énergétivore) ou serait soumise à des politiques «écologistes» correctives nouvelles.

J'en déduis également que la poursuite de la stratégie d'expansion du capitalisme tardif des oligopoles se heurtera nécessairement à la résistance grandissante des nations du Sud.

La longue crise de la mondialisation dite «néolibérale» mise en œuvre par les oligopoles de la triade (Etats-Unis, Europe et Japon), aggravée par l'effondrement financier de 2008, frappera les périphéries les plus fragiles (donc l'Afrique) encore plus sévèrement que les autres régions du monde. Il est donc important de faire apparaître avec lucidité les exigences d'une réponse du continent, en association avec les autres régions du Sud et avec les forces démocratiques du Nord, à la hauteur des défis.

## **Derrière la crise financière, la crise systémique du capitalisme des oligopoles**

Le capitalisme contemporain est d'abord et avant tout un capitalisme d'oligopoles au sens plein du terme (ce qu'il n'était qu'en partie jusqu'ici). J'entends par là que les oligopoles commandent seuls la reproduction du système productif dans son ensemble. Ils sont «financiarisés» dans le sens qu'eux seuls ont accès au marché des capitaux. Cette financiarisation donne au marché monétaire et financier – leur marché, celui sur lequel ils se concurrencent entre eux – le statut de marché dominant, qui façonne et commande à son tour les marchés du travail et d'échange de produits.

Cette financiarisation mondialisée s'exprime par une transformation de la classe bourgeoise dirigeante, devenue ploutocratie rentière. Les oligarques ne sont pas russes seulement, comme on le dit trop souvent, mais bien davantage étatsuniens, européens et japonais. Le déclin de la démocratie est le produit inévitable de cette concentration du pouvoir au bénéfice exclusif des oligopoles.

La financiarisation de ce système est indissociable, dans mon analyse, de son caractère oligopolistique affirmé. Il s'agit là d'une relation organique fondamentale. Ce point de vue n'est pas celui qui domine, non seulement dans la littérature volumineuse

des économistes conventionnels, mais encore dans la plupart des écrits critiques concernant la crise en cours.

## **C'est ce système dans son ensemble qui est désormais en crise**

Les faits sont déjà là: l'effondrement financier est déjà en passe de produire non pas une «récession» mais une véritable dépression profonde. Mais au-delà, d'autres dimensions de la crise du système ont émergé à la conscience publique avant même l'effondrement financier. On en connaît les grands titres – crise énergétique, crise alimentaire, crise écologique, changements climatiques – et de nombreuses analyses de ces aspects des défis contemporains sont produites quotidiennement, dont quelques unes de la plus grande qualité.

Je reste néanmoins critique à l'endroit de ce mode de traitement de la crise systémique du capitalisme, qui isole trop les différentes dimensions du défi. Je redéfinis donc les «crises» diverses comme les facettes du même défi, celui du système de la mondialisation capitaliste contemporaine (libérale ou pas) fondé sur la ponction que la rente impérialiste opère à l'échelle mondiale, au profit de la ploutocratie des oligopoles de l'impérialisme collectif de la triade.

La vraie bataille se livre sur ce terrain décisif entre les oligopoles qui cherchent à produire et reproduire les conditions qui leur permettent de s'approprier la rente impérialiste et toutes leurs victimes – travailleurs de tous les pays du Nord et du Sud, peuples des périphéries dominées condamnées à renoncer à toute perspective de développement digne de ce nom. Je proposais donc une conceptualisation des formes nouvelles de domination des centres impérialistes fondée sur l'affirmation de modes nouveaux de contrôle se substituant au monopole ancien de l'exclusive industrielle, ce que la montée des pays qualifiés depuis «d'émergents» a confirmé. Je qualifiais la nouvelle mondialisation en construction «d'apartheid à l'échelle mondiale», appelant la gestion militarisée de la planète, perpétuant dans des conditions nouvelles la polarisation

indissociable de l'expansion du «capitalisme réellement existant».

### **D'une longue crise à l'autre**

La crise actuelle n'est donc ni une crise financière, ni la somme de crises systémiques multiples, mais la crise du capitalisme impérialiste des oligopoles, dont le pouvoir exclusif et suprême risque d'être remis en question, cette fois encore, à la fois par les luttes de l'ensemble des classes populaires et par celles des peuples et nations des périphéries dominées, fussent elles en apparence «émergentes». Elle est simultanément une crise de l'hégémonie des Etats-Unis. Capitalisme des oligopoles, pouvoir politique des oligarchies, mondialisation barbare, financiarisation, hégémonie des Etats-Unis, militarisation de la gestion de la mondialisation au service des oligopoles, déclin de la démocratie, pillage des ressources de la planète, abandon de la perspective du développement du Sud sont indissociables. Le vrai défi est donc le suivant: ces luttes parviendront-elles à converger pour ouvrir la voie – ou des voies – sur la longue route à la transition au socialisme mondial? Ou demeureront-elles séparées les unes des autres, voire entreront-elles en conflit les unes contre les autres, et de ce fait, inefficaces, laissant l'initiative au capital des oligopoles? Il est bon de revenir sur la première longue crise du capitalisme, qui a façonné le XX<sup>e</sup> siècle, tant le parallèle entre les étapes du développement de ces deux crises est saisissant.

Le capitalisme industriel triomphant du XIX<sup>e</sup> siècle entre en crise à partir de 1873. Les taux de profits s'effondrent, pour les raisons mises en évidence par Marx. Le capital réagit par un double mouvement de concentration et d'expansion mondialisée. Les nouveaux monopoles confisquent à leur profit une rente prélevée sur la masse de la plus-value générée par l'exploitation du travail. Ils accélèrent la conquête coloniale de la planète. La colonisation de l'Afrique ne se généralise pas par hasard à partir de cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle trouve sa place dans la logique des exigences de cette première mondialisation mise en œuvre par les oligopoles de l'époque. Ces

transformations structurelles permettent un nouvel envol des profits. Elles ouvrent la «belle époque» – de 1890 à 1914 – qui est celle d'une domination mondialisée du capital des monopoles financiarisés. Les discours dominants de l'époque font l'éloge de la colonisation (la «mission civilisatrice»), qualifient la mondialisation de synonyme de paix, et la social-démocratie ouvrière européenne se rallie à ce discours. Pourtant la «belle époque», annoncée comme la «fin de l'histoire» par les idéologues en vue de l'époque, se termine par la guerre mondiale, comme seul Lénine l'avait vu. Et la période qui suit pour se poursuivre jusqu'aux lendemains de la seconde guerre mondiale sera celle de «guerres et révolutions». En 1920, la révolution russe (le «maillon faible» du système) ayant été isolée, après la défaite des espoirs de révolution en Europe centrale, le capital des monopoles financiarisés restaure contre vents et marées le système de la «belle époque». Une restauration, dénoncée par Keynes à l'époque, qui est à l'origine de l'effondrement financier de 1929 et de la dépression qu'elle va entraîner jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Le «long XX<sup>e</sup> siècle» – 1873/1990 – est donc à la fois celui du déploiement de la première crise systémique profonde du capitalisme vieillissant (au point que Lénine pense que ce capitalisme des monopoles constitue la «phase suprême du capitalisme»), et celui d'une première vague triomphante de révolutions anti-capitalistes (Russie, Chine) et de mouvements anti-impérialistes des peuples d'Asie et d'Afrique. La seconde crise systémique du capitalisme s'ouvre en 1971, avec l'abandon de la convertibilité or du dollar, presque exactement un siècle après le début de la première. Les taux de profit, d'investissement, et de croissance s'effondrent (ils ne retrouveront jamais depuis les niveaux qui avaient été les leurs de 1945 à 1975). Le capital répond au défi comme dans la crise précédente par un double mouvement de concentration et de mondialisation. Ici encore la «recolonisation» de l'Afrique, mise en œuvre par le moyen des «programmes d'ajustement structurels», trouve sa place dans les

réponses des oligopoles à cette seconde longue crise du capitalisme tardif. Il met ainsi en place des structures qui définiront la seconde «belle époque» (1990/2008) de mondialisation financiarisée permettant aux groupes oligopolistiques de prélever leur rente de monopole. Mêmes discours d'accompagnement: le «marché» garantit la prospérité, la démocratie et la paix; c'est la «fin de l'histoire». Mêmes ralliements des socialistes européens au nouveau libéralisme. Et pourtant cette nouvelle «belle époque» s'est accompagnée dès le début par la guerre, celle du Nord contre le Sud, amorcée dès 1990. Et tout comme la première mondialisation financiarisée avait donné 1929, la seconde a produit 2008. Nous sommes parvenus aujourd'hui à ce moment crucial qui annonce la probabilité d'une nouvelle vague de «guerres et révolutions». D'autant que les pouvoirs en place n'envisagent rien d'autre que la restauration du système tel qu'il était avant son effondrement financier. L'analogie entre les développements de ces deux crises systémiques longues du capitalisme vieillissant est frappante. Il y a néanmoins des différences dont la portée politique est importante. La forme nouvelle de la mondialisation capitaliste, qui correspond à cette transformation, par opposition à celle qui caractérisait la mondialisation coloniale antérieure, doit également être précisée. Je l'ai exprimé dans une phrase: le passage de l'impérialisme conjugué au pluriel (celui des puissances impérialistes en conflit permanent entre elles) à l'impérialisme collectif de la triade (Etats Unis, Europe, Japon).

### **L'alternative: la coopération Sud Sud dans la perspective de la déconnexion**

Passer à l'offensive pour les pays du Sud c'est mettre en déroute les monopoles qui constituent les moyens par lesquels l'impérialisme entend perpétuer sa domination. La reproduction du pouvoir des oligopoles de la nouvelle ploutocratie financière passe par l'exercice de son contrôle des moyens financiers dont ils monopolisent la centralisation à la fois sur les plans internes (ce qui leur permet de prélever à leur profit une rente considérable) et international

(nécessaire pour perpétuer la soumission des périphéries). L'accès exclusif aux ressources naturelles de la planète, nécessaire pour permettre la reproduction du capitalisme dans ses centres, n'est pas viable. Le développement du Sud le remet en question. Le monopole des technologies et de l'information, que l'OMC tente d'imposer par les rentes de «propriété» qu'elle promeut, sera certainement mis en échec, ne serait ce que parce que les pays du Sud ont désormais la maîtrise de la production de beaucoup de ces technologies. Le Sud n'est plus dans la situation où il se trouvait encore à l'époque de Bandoung, démuné de moyens de développement autonome. Il peut désormais largement se passer du Nord et développer des formes de coopération multiples, commerciales et technologiques. L'amorce d'un Bandoung 2, à géométrie variable, est déjà en voie de constitution. Mettre en déroute les nouveaux «avantages» de l'impérialisme c'est opter pour un développement autocentré, déconnecté du système mondial (encore une fois non au sens absurde d'autarique, mais dans celui qui est le mien: soumission des relations extérieures avec le monde impérialiste à la priorité du développement interne et du progrès social). Cette exigence est incontournable. La déconnexion est également indissociable du caractère populaire du pouvoir (par opposition au pouvoir comprador), seul capable de la promouvoir. Elle l'est pour le présent comme elle l'était dans le passé. Certes la forme de cette déconnexion a évolué. Dans l'étape de Bandoung elle était synonyme d'industrialisation dans un cadre strictement national, même pour des pays de taille modeste. Aujourd'hui si elle peut rester «nationale» pour les pays continents, elle exige pour les autres des formes de coopération régionale intense, construisant des complémentarités entre les partenaires, désormais possibles. La formule n'est pas celle de «marchés communs», mais d'associations à la fois économiques «planifiées» (non au sens soviétique mais dans des formes qui associent la décision populaire aux politiques d'Etat) et politiques. L'Alba en constitue probablement un premier modèle. ■